

3° lid 3, dat lid 5 wordt, wordt vervangen door de volgende tekst:

”In niveau A kan de Regering voor contractuele personeelsleden in de hoedanigheid van deskundigen en, mits behoorlijk gemotiveerde bijzondere omstandigheden, het voordeel van een bezoldiging i.v.m. de schalen van eerste attaché A5/1, gekwalificeerd attaché A5/2, adviseur A4/1, directeur A4/2 of deskundige-inspecteur-generaal A3 verlenen.”.

**Art. 7.** Artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2017 tot vaststelling van het statuut van de wetenschappelijke personeelsleden, gewijzigd bij het besluit van 4 april 2019, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 12 oktober 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,  
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,  
V. DE BUE

---

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/48152]

**1<sup>er</sup> DECEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, et visant à réformer le financement des entreprises de titres-services et à encadrer le coût des titres-services pour les utilisateurs**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 20 juillet 2001 visant à favoriser le développement de services et d'emplois de proximité, les articles 2, § 2, alinéa 3, et 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° ;

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mai 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juillet 2023 ;

Vu le rapport du 19 juin 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 25 septembre 2023 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de trente jours, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 16 novembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 74.752/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 16 novembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis n°1552 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 11 septembre 2023 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** À l'article 2<sup>quater</sup>, § 4, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 novembre 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° l'entreprise limite les risques pour le travailleur en :

a) ne faisant pas prestre des travaux dans un environnement qui présente des dangers ou des risques inacceptables ;

b) ne faisant pas prestre des travaux dans un environnement où le travailleur risquerait d'être victime d'abus ou de traitement discriminatoire ;

c) procédant à l'analyse des risques visée aux articles I.2-2 et suivants du Code du bien-être au travail ;

d) respectant les mesures relatives à la surveillance de la santé des travailleurs visées aux articles I.4-1 et suivants du Code du bien-être au travail ; » ;

2° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8°, les mots « visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 » sont abrogés ;

3° l'alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les 22°, 23° et 24°, rédigés comme suit :

« 22° l'entreprise agréée perçoit uniquement le titre-service comme rétribution de l'utilisateur pour l'accomplissement de l'aide à domicile de nature ménagère, sans préjudice, le cas échéant, des frais visés à l'article XIX.4 du Code de droit économique dus par l'utilisateur ;

23° l'entreprise agréée ne lie pas l'offre d'aide à domicile de nature ménagère rémunérée par le biais de titres-services à l'acquisition d'autres biens ou services ;

24° sans préjudice de dispositions plus favorables au travailleur, pour le travailleur occupé dans une unité d'établissement située en Région wallonne dans le cadre d'un contrat de travail titres-services, l'entreprise agréée intervient dans les frais de déplacement domicile-travail à hauteur, selon le cas, de :

- a) l'intégralité des frais de déplacement en transport en commun public ;
  - b) l'indemnité kilométrique équivalente à celle que l'autorité fédérale accorde à son personnel pour les déplacements en vélo ;
  - c) pour les déplacements par moyens propres, une indemnité kilométrique équivalente au prix de transport en commun public pour le nombre de kilomètres le long du chemin le plus court entre le domicile et le lieu de travail. » ;
- 4° un alinéa 6 est inséré, rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 22°, pour les activités de courses ménagères et de transport accompagné de personnes à mobilité réduite, l'entreprise agréée et l'utilisateur peuvent convenir que ce dernier intervient dans les frais de transport du travailleur titres-services. Cette intervention n'est pas supérieure au défraiement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 24°, c). ».

**Art. 2.** 'article 3 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 mai 2019, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. La société émettrice imprime le titre-service ou le met à disposition sous une forme numérique.

Pour l'utilisateur, le titre-service est valide jusqu'à la fin du huitième mois qui suit le mois de son émission.

Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions détermine les mentions minimales qui figurent sur le titre-service. ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté sont insérés les articles 3/1 à 3/5 rédigés comme suit :

« Art. 3/1. L'utilisateur qui souhaite acquérir des titres-services paie le prix d'acquisition par titre-service à la société émettrice. Lorsqu'il s'agit de titres-services papiers, la commande concerne au moins dix titres-services.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, dans le cadre de l'aide à la maternité visée dans l'arrêté royal du 17 janvier 2006 instaurant un régime de prestations d'aide à la maternité en faveur des travailleuses indépendantes et modifiant l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services, la caisse d'assurances sociales visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 2, d), de l'arrêté royal du 17 janvier 2006 paie le prix d'acquisition à la société émettrice.

Art. 3/2. § 1<sup>er</sup>. Le prix d'acquisition du titre-service s'élève à :

- 1° 10 euros pour les premiers cent-septante-cinq titres-services acquis par année civile ;
- 2° 11 euros pour les cent-septante-sixième- à quatre-centième premiers titres-services acquis par année civile ;
- 3° 12 euros pour chaque titre-service dépassant l'acquisition de quatre-cents titres-services par année civile.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le prix d'acquisition du titre-service s'élève, pour un ménage, à :

- 1° 10 euros pour les premiers trois-cent-cinquante titres-services acquis par année civile ;
- 2° 11 euros pour les trois-cent-cinquante-et-unième à huit-centième premiers titres-services acquis par année civile ;
- 3° 12 euros pour chaque titre-service dépassant l'acquisition de huit-cents titres-services par année civile.

Par dérogation aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2, le prix d'acquisition s'élève à 10 euros pour les utilisateurs visés à l'article 3/3, §§ 2 et 3.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, les prix d'acquisition du titre-service visés au paragraphe 1<sup>er</sup> sont indexés semestriellement au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet.

L'indexation intervenant au 1<sup>er</sup> janvier se fait en additionnant à chaque montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, tel qu'indexé au cours des années précédentes, un montant de vingt centimes :

1° par nombre de fois où l'indice-pivot visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, a été dépassé entre le 1<sup>er</sup> mai et le 31 octobre de l'année précédente ;

2° et par nombre de fois où cet indice-pivot devrait être atteint entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 décembre de l'année précédente, selon les prévisions en date du 31 octobre de l'année précédente du Bureau fédéral du Plan visé à l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

L'indexation intervenant au 1<sup>er</sup> juillet se fait en additionnant, à chaque montant visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, tel qu'indexé au cours des semestres précédents, un montant de vingt centimes :

1° par nombre de fois où l'indice-pivot visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, a été dépassé entre le 1<sup>er</sup> novembre de l'année précédente et le 30 avril de l'année en cours ;

2° et par nombre de fois où cet indice-pivot devrait être atteint entre le 1<sup>er</sup> mai et le 30 juin de l'année en cours, selon les prévisions en date du 30 avril de l'année en cours du Bureau fédéral du Plan visé à l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

Lorsque le prix d'acquisition du titre-service est indexé en vertu de l'alinéa 2, 2°, ou de l'alinéa 3, 2°, cette indexation est déduite des indexations intervenant ultérieurement.

Art. 3/3. § 1<sup>er</sup>. L'utilisateur acquiert au maximum cinq-cents titres-services par année civile.

Un ménage acquiert au maximum mille titres-services par année civile. Est considéré comme ménage l'ensemble des personnes qui sont inscrites à la même adresse suivant le certificat de composition de ménage du registre de la population.

§ 2. L'utilisateur handicapé et l'utilisateur avec un enfant handicapé à charge ayant sa résidence principale en Région wallonne au sens de l'article 1<sup>er</sup>, alinéas 2 et 3, acquiert au maximum deux-mille titres-services par année civile.

Lors du dépassement de l'acquisition de cinq-cents titres-services par année civile, l'utilisateur fournit, à défaut d'une communication électronique des données nécessaires sans l'intervention de l'utilisateur, à la société émettrice une attestation d'un des organismes prévus à l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7° et 8° attestant qu'il appartient à une de ces catégories.

L'utilisateur établit que l'enfant handicapé est à sa charge par la production :

- a) d'une attestation fiscale ; ou,
- b) d'une attestation de composition de ménage délivrée par l'administration de sa commune ; ou,

c) d'une attestation de sa caisse d'allocations familiales établissant qu'il est attributaire d'allocations familiales.

§ 3. L'utilisateur qui forme une famille monoparentale avec un ou plusieurs enfants à charge acquiert au maximum deux-mille titres-services par année civile, s'il se trouve dans une des conditions suivantes :

1° il est en possession d'une attestation délivrée par le contrôle des contributions directes, établissant qu'il répond aux conditions visées à l'article 133, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992 ;

2° il est en possession d'une attestation de composition de ménage, délivrée par sa commune, établissant qu'il habite seul avec son ou ses enfants dont au moins un est âgé de moins de dix-huit ans ;

3° il est en possession :

a) d'une attestation, délivrée par sa caisse d'allocations familiales, établissant qu'il est allocataire d'allocations familiales ; et,

b) d'une attestation de composition de ménage, délivrée par sa commune, établissant qu'il habite seul ;

4° il est en possession :

a) d'un jugement ou d'un acte enregistré, établissant qu'il accueille ses enfants dans le cadre d'un hébergement égalitaire ; et,

b) d'une attestation de composition de ménage, délivrée par sa commune, établissant qu'il habite seul.

Pour attester d'une de ces situations, il joint, lors du dépassement de l'acquisition de cinq-cents titres-services par année civile, à sa demande à la société émettrice, une déclaration sur l'honneur établie suivant le modèle déterminé par le FOREm, attestant qu'il se trouve au jour de sa déclaration dans l'une des situations visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>. Simultanément, il transmet au FOREm une copie de cette déclaration sur l'honneur accompagnée de la ou des déclarations attestant qu'il se trouve dans d'une de ces situations. La transmission de ces déclarations ne se fait qu'à défaut d'une communication électronique des données nécessaires sans l'intervention de l'utilisateur.

Art. 3/4. § 1<sup>er</sup>. La société émettrice rembourse à l'utilisateur qui en fait la demande le titre-service non-utilisé encore valable, perdu ou volé. La société émettrice peut demander à l'utilisateur une participation aux frais d'administration.

Lorsque le titre-service a été émis avant le 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, le remboursement est limité à nonante pour cent du prix d'acquisition et la société émettrice verse le solde au FOREm.

Le remboursement s'effectue conformément aux dispositions fiscales mentionnées à l'article 9.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, la société émettrice rembourse à la caisse d'assurances sociales, lorsque l'utilisateur en fait la demande, le titre-service non-utilisé encore valable, perdu ou volé qui a été octroyé dans le cadre de l'aide à la maternité visée par l'arrêté royal du 17 janvier 2006 précité.

Art. 3/5. L'utilisateur qui a participé délibérément à une infraction commise par l'entreprise agréée paye au FOREm l'intervention des titres-services qu'il a utilisés et qui sont liés à l'infraction.

L'utilisateur rembourse l'intervention dans les trente jours à compter de la date mentionnée dans la lettre recommandée. ».

**Art. 4.** À l'article 5 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2016, l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par :

« Le Forem verse le montant de l'intervention mentionnée à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, à la société émettrice de telle sorte que sa position de liquidité ne soit pas inférieure à quinze millions d'euros. ».

**Art. 5.** À l'article 8 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « qui a été avancée à la société émettrice » sont remplacés par les mots « visée à l'aliéna 2 » ;

2° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2024, compte tenu de la règle visée à l'article 3/2, § 2, le montant de l'intervention par titre-service est égal à :

1° 18,98 euros s'il a été acquis au prix visé à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 1° ;

2° 17,98 euros s'il a été acquis au prix visé à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 2° ;

3° 16,98 euros s'il a été acquis au prix visé à l'article 3/2, § 1<sup>er</sup>, 3°. » ;

3° au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 3, les mots « le montant visé à l'alinéa précédent est augmenté de 2 % de la somme du prix d'acquisition du titre-service et l'intervention qui y est liée » sont remplacés par les mots « le montant de l'intervention est augmenté de deux pour cent » ;

4° au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 5 est remplacé par ce qui suit :

« L'augmentation visée à l'alinéa 3 est appliquée à chaque titre-service remis pour une prestation effectuée à partir du premier jour du mois qui suit celui dont l'indice atteint le chiffre qui justifie la modification. » ;

5° au paragraphe 2, les mots « Afin de pouvoir établir le décompte des avances visées à l'article 5 » sont abrogés et le mot « mensuellement » est remplacé par le mot « quotidiennement ».

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, à l'exception de l'article 5, 4°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2025 et l'article 5, 4°, qui entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2024.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Par dérogation à l'article 2<sup>quater</sup>, § 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 22°, ne s'applique pas à la prestation effectuée jusqu'au 31 décembre 2023, même si le titre-service est remis postérieurement à cette date.

§ 2. Par dérogation à l'article 3/2, § 2, alinéa 2, pour l'indexation qui doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2025, un montant de vingt centimes est additionné :

1° par nombre de fois où l'indice-pivot visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services a été dépassé entre le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et le 30 septembre 2024

2° et par nombre de fois où cet indice-pivot devrait être atteint entre le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et le 31 décembre 2024, selon les prévisions en date du 30 septembre 2024 du Bureau fédéral du Plan visé à l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

L'indexation intervenue en vertu de l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est déduite des indexations prévues à l'article 3/2, § 2, qui interviennent après l'indexation prévue au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Par dérogation à l'article 3/2, § 2, alinéa 3, pour l'indexation qui doit avoir lieu le 1<sup>er</sup> juillet 2025, un montant de vingt centimes est additionné :

1<sup>o</sup> par nombre de fois où l'indice-pivot visé à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, de l'arrêté royal du 12 décembre 2001 concernant les titres-services a été dépassé entre le 1<sup>er</sup> octobre 2024 et le 30 avril 2025.

2<sup>o</sup> et par nombre de fois où cet indice-pivot devrait être atteint entre le 1<sup>er</sup> mai 2025 et le 30 juin 2025, selon les prévisions en date du 30 avril 2025 du Bureau fédéral du Plan visé à l'article 124 de la loi du 21 décembre 1994 portant des dispositions sociales et diverses.

L'indexation intervenue en vertu de l'alinéa 3, 2<sup>o</sup>, est déduite des indexations prévues à l'article 3/2, § 2, qui interviennent après l'indexation prévue au 1<sup>er</sup> juillet 2025.

**Art. 8.** Le Ministre qui a l'Emploi dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1<sup>er</sup> décembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,  
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/48152]

**1 DECEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques en met het oog op de hervorming van de financiering van de dienstenchequebedrijven en de regeling van de kostprijs van de dienstencheques voor de gebruikers**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 20 juli 2001 tot bevordering van de buurtdiensten en -banen, artikel 2, § 2, derde lid, en artikel 4, eerste lid, 2<sup>o</sup>;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 22 mei 2023;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, dat op 4 juli 2023 werd gegeven;

Gelet op het verslag van 19 juni 2023, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 tot uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties van Peking in september 1995 en tot integratie van de genderdimensie in alle gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Tewerkstelling, gegeven op 25 september 2023;

Gelet op de adviesaanvraag aan de Raad van State binnen een termijn van 30 aantal dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de adviesaanvraag is ingeschreven op 16 november 2023 op de rol van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder het nummer 74.752/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 16 november 2023 om binnen de gevraagde termijn geen advies te verlenen, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op advies nr. 1552 van de Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië, gegeven op 11 september 2023;

Op voorstel van de Minister van Werk;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 2<sup>quater</sup>, § 4, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 november 2022, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1<sup>o</sup> in het eerste lid wordt 4<sup>o</sup> vervangen door wat volgt:

"4<sup>o</sup> de onderneming beperkt de risico's voor de werknemer door:

a) geen werk te laten uitvoeren in een omgeving met onaanvaardbare gevaren of risico's;

b) geen werk te laten uitvoeren in een omgeving waar de werknemer het risico loopt het slachtoffer te worden van misbruik of discriminerende behandeling;

c) de risicoanalyse uit te voeren bedoeld in artikel I.2-2 en volgende van de Codex over het welzijn op het werk;

d) de maatregelen (na te leven) in acht te nemen met betrekking tot de controle van de gezondheid van de werknemers bedoeld in de artikelen I.4-1 en volgende van de Codex over het welzijn op het werk.";

2<sup>o</sup> in het eerste lid, 8<sup>o</sup> worden de woorden "bedoeld in artikel 3, § 1, tweede lid" opgeheven;

3<sup>o</sup> het eerste lid worden aangevuld met de punten 22<sup>o</sup>, 23<sup>o</sup> en 24<sup>o</sup>, die luiden als volgt:

"22<sup>o</sup> de erkende onderneming int de dienstencheque alleen als vergoeding van de gebruiker voor het verlenen van huishoudelijke hulp aan huis, onverminderd, in voorkomend geval, de kosten bedoeld in artikel XIX.4 van het Wetboek van economisch recht ten laste van de gebruiker;

23<sup>o</sup> de erkende onderneming koppelt (de terbeschikkingstelling) het aanbod inzake huishoudelijke hulp die wordt betaald door middel van dienstencheques niet aan de verwerving van andere goederen of diensten;

24° onverminderd bepalingen die gunstiger zijn voor de werknemer draagt de erkende onderneming voor de werknemers die in een vestigingseenheid in het Waals Gewest zijn tewerkgesteld met een arbeidsovereenkomst dienstencheques, bij in de kosten voor het woon-werkverkeer ten belope van, naargelang het geval:

a) de volledige verplaatsingskosten met het openbaar vervoer;

b) een kilometervergoeding die gelijk is aan de vergoeding die de federale overheid aan haar personeel toekent voor verplaatsingen per fiets;

c) voor verplaatsingen met eigen vervoer, een kilometervergoeding die gelijk is aan het tarief voor openbaar vervoer voor het aantal kilometers langs de kortste route tussen de woon- en de werkplaats.”;

4° een zesde lid wordt ingevoegd, dat luidt als volgt:

”In afwijking van paragraaf 1, 22°, kunnen de erkende onderneming en de gebruiker voor de activiteiten boodschappen doen en begeleid vervoer van personen met beperkte mobiliteit overeenkomen dat de gebruiker bijdraagt in de vervoerskosten van de dienstenchequewerknemer. Deze tegemoetkoming ligt niet hoger dan de vergoeding bedoeld in het eerste lid, 24°, c).”.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 mei 2019, wordt vervangen door wat volgt:

”Art. 3. Het uitgiftebedrijf drukt die af of maakt deze beschikbaar in digitale vorm.

Voor de gebruiker is de geldig tot het einde van de achtste maand die volgt op de maand van de uitgifte.

De Minister bevoegd voor Werkgelegenheid bepaalt welke informatie er minimaal op de dienstencheque moet staan.”.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit worden artikelen 3/1 tot en met 3/5 ingevoegd, die luiden als volgt:

”Art. 3/1. De gebruiker die dienstencheques wil kopen, betaalt de aankoopprijs per dienstencheque aan het uitgiftebedrijf. Als het gaat om papieren dienstencheques, moet de bestelling voor ten minste tien dienstencheques zijn.

In afwijking van het eerste lid, betaalt het sociaal verzekeringsfonds bedoeld in artikel 1, § 2, d), van het koninklijk besluit van 17 januari 2006, in het kader van de moederschapshulp bedoeld in het koninklijk besluit van 17 januari 2006 tot invoering van een stelsel van uitkeringen voor moederschapshulp ten gunste van vrouwelijke zelfstandigen en ter wijziging van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques het aankoopbedrag aan het uitgiftebedrijf.

Art. 3/2. § 1. De aankoopprijs voor de dienstencheque bedraagt:

1° 10 euro voor de eerste honderdvijfenzeventig aangekochte dienstencheques per kalenderjaar;

2° 11 euro voor de honderdzesenzeventigste tot vierhonderdste aangekochte dienstencheques per kalenderjaar;

3° 12 euro voor elke dienstencheque boven de vierhonderd aangekochte dienstencheques per kalenderjaar.

In afwijking van het eerste lid bedraagt de aankoopprijs van een dienstencheque voor een huishouden:

1° 10 euro voor de eerste driehonderdvijftig aangekochte dienstencheques per kalenderjaar;

2° 11 euro voor de driehonderdeenenvijftigste tot achthonderdste aangekochte dienstencheques per kalenderjaar;

3° 12 euro voor elke dienstencheque boven de achthonderd aangekochte dienstencheques per kalenderjaar.

In afwijking van de leden 1 en 2 bedraagt de aankoopprijs 10 euro voor de gebruikers bedoeld in artikel 3/3, §§ 2 en 3.

§ 2. Vanaf 1 januari 2025 worden de in § 1 bedoelde aankoopprijzen van dienstencheques halfjaarlijks geïndexeerd op 1 januari en 1 juli.

De indexering op 1 januari geschiedt door aan elk in § 1 bedoeld bedrag, zoals geïndexeerd in voorgaande jaren, een bedrag van twintig cent toe te voegen:

1° per aantal keren dat de spilindex bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, is overschreden tussen 1 mei en 31 oktober van het voorgaande jaar;

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 november en 31 december van het voorgaande jaar, volgens de vooruitzichten van 31 oktober van het voorgaande jaar van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

De indexering op 1 juli geschiedt door aan elk in § 1 bedoeld bedrag, zoals geïndexeerd in voorgaande semesters, een bedrag van twintig cent toe te voegen:

1° per aantal keren dat de spilindex bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, is overschreden tussen 1 november van het voorgaande jaar en 30 april van het lopende jaar;

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 mei en 30 juni van het lopende jaar, volgens de vooruitzichten van 30 april van het lopende jaar van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

Wanneer de aankoopprijs van de dienstencheque wordt geïndexeerd krachtens het tweede lid, 2°, of het derde lid, 2°, wordt deze indexering afgetrokken van latere indexeringen.

Art. 3/3. § 1. Gebruikers kunnen maximaal vijfhonderd dienstencheques per kalenderjaar aankopen.

Een huishouden kan maximaal duizend dienstencheques per kalenderjaar aankopen. Een huishouden wordt beschouwd als alle personen die op hetzelfde adres staan ingeschreven volgens het attest van gezinssamenstelling in het bevolkingsregister.

§ 2 De gehandicapte gebruiker en de gebruiker met een gehandicapt kind ten laste met hoofdverblijfplaats in het Waalse Gewest in de zin van artikel 1, tweede en derde lid, kunnen maximaal tweeduizend dienstencheques per kalenderjaar aankopen.

Wanneer meer dan vijfhonderd dienstencheques per kalenderjaar worden aangekocht, bezorgt de gebruiker aan het uitgiftebedrijf, een attest van één van de in artikel 1, eerste lid, 7° en 8°, bedoelde instellingen, waaruit blijkt dat hij tot één van deze categorieën behoort, indien de nodige gegevens niet elektronisch kunnen worden meegedeeld zonder tussenkomst van de gebruiker.

De gebruiker bewijst dat het gehandicapte kind door het volgende voor te leggen:

- a) een fiscaal attest; of,
- b) een attest van gezinssamenstelling, afgeleverd door zijn gemeentebestuur; of,
- c) een attest van zijn kinderbijslagfonds waarin vastgesteld wordt dat hij recht heeft op kinderbijslag.

§ 3. Een gebruiker die een alleenstaande ouder is met één of meer kinderen ten laste kan maximaal tweeduizend dienstencheques per kalenderjaar aankopen als hij zich in een van de volgende situaties bevindt:

1° hij is in het bezit van een attest van de waaruit blijkt dat hij voldoet aan de voorwaarden, vermeld in artikel 133, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

2° hij is in het bezit van een door zijn gemeente afgeleverd attest van gezinssamenstelling waaruit blijkt dat hij alleen woont met zijn kind of kinderen, van wie er ten minste één jonger is dan achttien jaar;

3° hij is in het bezit van:

- a) een attest van zijn kinderbijslagfonds waarin staat dat hij recht heeft op kinderbijslag; en,
- b) een attest van gezinssamenstelling, afgeleverd door zijn gemeente, waaruit blijkt dat hij alleen woont;

4° hij is in het bezit van:

a) een vonnis of geregistreerde akte waaruit blijkt dat hij zijn kinderen opneemt met een gelijkmatig verdeelde huisvesting; en,

b) een attest van gezinssamenstelling, afgeleverd door zijn gemeente, waaruit blijkt dat hij alleen woont.

Om een van deze situaties te bewijzen, voegt hij, wanneer hij meer dan vijfhonderd dienstencheques per kalenderjaar aankoopt, bij zijn aanvraag bij het uitgiftebedrijf een verklaring op erewoord, opgesteld overeenkomstig het door FOREm vastgestelde model, waarin hij verklaart dat hij zich op de datum van zijn verklaring in een van de in lid 1 bedoelde situaties bevindt. Tegelijk moet hij FOREm een afschrift van deze verklaring op erewoord sturen, samen met de verklaring(en) waaruit blijkt dat hij zich in een van deze situaties bevindt. Deze verklaringen worden alleen verzonden als deze gegevens niet elektronisch worden verstuurd zonder dat de gebruiker een handeling moet uitvoeren.

Art. 3/4. § 1. . Het uitgiftebedrijf kan de gebruiker vragen bij te dragen in de administratiekosten.

Als de dienstencheque is uitgegeven voor 1 januari van het lopende jaar, wordt de terugbetaling beperkt tot 90 procent van de aankoopprijs en stort het uitgiftebedrijf het saldo aan het FOREm.

De terugbetaling gebeurt overeenkomstig de in artikel 9 bedoelde fiscale bepalingen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 betaalt het uitgiftebedrijf, wanneer de gebruiker dit aanvraagt, aan het sociaal verzekeringsfonds de nog geldige, verloren of gestolen dienstencheque terug die niet werd gebruikt en die werd toegekend in het kader van de moederschapshulp bedoeld in het voormelde koninklijk besluit van 17 januari 2006.

Art. 3/5. Een gebruiker die opzettelijk heeft deelgenomen aan een overtreding van een erkend bedrijf, moet het FOREm betalen voor de tegemoetkoming van de dienstencheques die hij in verband met de overtreding heeft gebruikt.

De gebruiker betaalt de tussenkomst terug binnen dertig dagen na de in de aangetekende brief vermelde datum.”.

Art. 4. Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt vervangen door wat volgt:

”Forem betaalt het bedrag van de tegemoetkoming vermeld in artikel 8, § 1, tweede lid, aan het uitgiftebedrijf zodanig dat zijn liquiditeitspositie niet minder bedraagt dan vijftien miljoen euro.”

Art. 5. Artikel 8, eerste lid, van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 december 2016, wordt als volgt gewijzigd:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden ”dat aan het uitgiftebedrijf werd voorgeschoten” vervangen door de woorden ”bedoeld in het tweede lid”;

2° in paragraaf 1 wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

”Vanaf 1 januari 2024, rekening houdend met de regel bedoeld in artikel 3/2, § 2, bedraagt het bedrag van de tegemoetkoming per dienstencheque:

1° 18,98 euro als de cheque werd aangekocht tegen de prijs bedoeld in artikel 3/2, § 1, eerste lid;

2° 17,98 euro als de cheque werd aangekocht tegen de prijs bedoeld in artikel 3/2, § 1, tweede lid;

3° 16,98 euro als de cheque werd aangekocht tegen de prijs bedoeld in artikel 3/2, § 1, derde lid .”;

3° in paragraaf 1, derde lid, worden de woorden ”het bedrag bedoeld in het vorige lid verhoogd met 2% van 100% van de som van de aanschafprijs van de dienstencheque en de daaraan gekoppelde tegemoetkoming” vervangen door de woorden ”het bedrag van de tegemoetkoming verhoogd met twee procent”;

4° in paragraaf 1 wordt het vijfde lid vervangen door wat volgt:

”De in het derde lid bedoelde verhoging wordt toegepast op elke dienstencheque die voor een verleende dienst wordt afgegeven vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin het indexcijfer het cijfer bereikt dat de wijziging rechtvaardigt.”;

5° in paragraaf 2 worden de woorden ”Teneinde de afrekening van de voorschotten bedoeld in artikel 5 mogelijk te maken” geschrapt en wordt de woorden ”per maand” vervangen door de woorden ”per dag”.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2024, met uitzondering van artikel 5, 4°, dat in werking treedt op 1 januari 2025 en artikel 5, 4°, dat in werking treedt op 1 juli 2024.

Art. 7. § 1. In afwijking van artikel 2<sup>quater</sup>, § 4, eerste lid, is 22° niet van toepassing op diensten verricht tot 31 december 2023, zelfs indien de dienstencheque na die datum wordt afgegeven.

§ 2. In afwijking van artikel 3/2, § 2, tweede lid, wordt voor de indexering die op 1 januari 2025 moet plaatsvinden, een bedrag van twintig centiem toegevoegd.

1° per aantal keren dat de spilindex bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques werd overschreden tussen 1 januari 2024 en 30 september 2024

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 oktober 2024 en 31 december 2024, volgens de vooruitzichten van 30 september 2024 van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

De indexering overeenkomstig het eerste lid, 2°, wordt in mindering gebracht op de indexeringen voorzien in artikel 3/2, § 2, die plaatsvinden na de indexering voorzien op 1 januari 2025.

In afwijking van artikel 3/2, § 2, derde lid, wordt voor de indexering die op 1 juli 2025 moet plaatsvinden, een bedrag van twintig centiem toegevoegd:

1° per aantal keren dat de spilindex bedoeld in artikel 8, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 12 december 2001 betreffende de dienstencheques werd overschreden tussen 1 oktober 2024 en 30 april 2025.

2° en per aantal keren dat deze spilindex moet worden bereikt tussen 1 mei 2025 en 30 juni 2025, volgens de vooruitzichten van 30 april 2025 van het Federaal Planbureau bedoeld in artikel 124 van de wet van 21 december 1994 houdende sociale en diverse bepalingen.

De indexering overeenkomstig het derde lid, 2°, wordt in mindering gebracht op de indexeringen voorzien in artikel 3/2, § 2, die plaatsvinden na de indexering voorzien op 1 januari 2025.

**Art. 8.** De Minister bevoegd voor werkgelegenheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2023.

Voor de Regering,  
De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

### COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2023/47956]

#### 7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté 2023/867 du Collège de la Commission communautaire française portant modification de diverses dispositions réglementaires relatives aux mandats

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87 § 3 modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 6 janvier 2014 ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, l'article 79 § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, l'article 4,1° ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le statut pécuniaire des membres du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à la carrière des fonctionnaires et au règlement du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012 fixant les modalités de désignation de mandataires contractuels dans les services du Collège de la Commission communautaire française au titre de l'article 26/1, alinéa 3, de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances donné le 27 avril 2023 ;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du budget donné le 25 mai 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 25 mai 2023;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation de la personne handicapée du 25 mai 2023 ;

Vu le protocole n° 2023/05 du 21 juin 2023 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 21 juin 2023, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française*

**Art. 2.** L'article 86/2 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française, inséré par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 1<sup>er</sup> mars 2012, est remplacé par ce qui suit : « Art.86/2. § 1<sup>er</sup>.